

3. En outre, le Conseil d'Administration peut être convoqué par des administrateurs représentant au moins le tiers de son effectif, s'il ne s'est pas réuni depuis plus de trois mois.
4. La convocation doit tenir compte, pour la fixation de la date de réunion, du lieu de résidence de tous les membres.
5. La convocation doit être accompagnée d'un ordre du jour et de l'information nécessaires aux administrateurs pour leur permettre de se préparer aux délibérations.
6. Les réunions doivent se tenir au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Il est tenu au registre des présences qui est signé par tous les administrateurs, et les autres personnes participant à la réunion.
7. Dans le cas où tous les administrateurs sont présents, le Conseil peut être convoqué verbalement et se tenir par téléphone ou vidéoconférence. Toute décision prise dans ce cas devra être confirmée par écrit par chaque administrateur dans les huit jours de la tenue du Conseil.
8. Le Conseil d'Administration ne délibère valablement que si la majorité des membres sont effectivement présents.
9. Les décisions sont prises à la majorité simple de ses membres présents ou représentés.
10. Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par les procès-verbaux établis par le secrétaire du Conseil et soumis à l'approbation du Conseil d'Administration. Les procès-verbaux sont signés par le Président et par au moins un administrateur. En cas d'empêchement du Président, le procès-verbal est signé par deux administrateurs au moins.
11. Les procès-verbaux indiquent le nom des administrateurs présents, représentés ou absents. Ils font état de la présence de toute autre personne ayant également assisté à tout ou partie de la réunion et de la présence ou de l'absence des personnes convoquées à la réunion en vertu d'une disposition légale.
12. Les procès-verbaux du Conseil d'Administration sont consignés sur un registre spécial.
13. Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le Président de la société uniquement, ou par un Directeur Général conjointement avec le secrétaire.
14. Il est suffisamment justifié du nombre des administrateurs en exercice, ainsi que de leur présence ou représentation à une séance du Conseil d'Administration par la production d'une copie ou d'un extrait de procès-verbal.
15. Au cours de la liquidation de la société, les copies ou extraits sont valablement certifiés par le liquidateur.
16. Les administrateurs et toutes personnes appelées à assister aux réunions du Conseil d'Administration sont tenus à la discrétion à l'égard des informations ayant un caractère confidentiel, reçus au cours ou à l'occasion de ces réunions.

ARTICLE 23 - ATTRIBUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour prendre en toutes circonstances toutes décisions à la réalisation de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par la loi aux Assemblées des actionnaires.

Le Conseil d'Administration dispose en particulier des pouvoirs suivants :

§ 1. Le Conseil d'Administration peut, dans la limite d'un montant total qu'il fixe, autoriser le Président à donner des cautions, avals ou garanties au nom de la société. Cette autorisation peut également fixer, par engagement, un montant au-delà duquel la caution, l'aval ou la garantie de la société ne peut être donnée.

Lorsqu'un engagement dépasse l'un ou l'autre des montants ainsi fixés, l'autorisation du Conseil d'Administration est requise dans chaque cas.

La durée des autorisations prévues à l'alinéa précédent ne peut être supérieure à un an, quelle que soit la durée des engagements cautionnés, avalisés ou garantis.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa de ce § 1. Le Président du Conseil d'Administration peut être autorisé à donner à l'égard des administrations fiscales et douanières des cautions, avals ou garanties au nom de la société sans limite de montant.